

"Une réunification tant attendue à l'Est" dans Libération (17 avril 2003)

Légende: Au lendemain de la signature du traité d'adhésion, le 16 avril 2003 à Athènes, par dix nouveaux États membres, le quotidien français Libération souligne le caractère spécifique du cinquième élargissement de l'Union européenne. Les nouvelles démocraties de l'Est, afin de se débarrasser définitivement de leur passé communiste et de réintégrer l'Europe libre, assument des transitions difficiles marquées par l'adaptation de leurs institutions et de leurs systèmes juridiques et économiques.

Source: Libération. 17.04.2003. Paris. "Une réunification tant attendue à l'Est", auteur:Soulé, Véronique , p. 14.

Copyright: (c) Libération

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_reunification_tant_attendue_a_l_est_dans_liberation_17_avril_2003-fr-419c4f35-c3cd-41f4-a81b-e2c444ec000e.html



Date de dernière mise à jour: 06/01/2017

Une réunification tant attendue à l'Est

Les ex-«démocraties populaires» ont bataillé ferme pour se faire accepter

VÉRONIQUE SOULÉ

Le traité, signé hier à Athènes, couronne plus de dix années d'efforts des anciens pays de l'Est pour se débarrasser de leur passé communiste et réintégrer le camp démocratique. Au-delà des désillusions accumulées au fil des négociations avec Bruxelles, il marque la réunification tant attendue de l'Europe après quarante-cinq ans sous domination soviétique, et referme ainsi une douloureuse parenthèse historique.

Liberté retrouvée. De Varsovie à Prague, en passant par Budapest et Vilnius, le «*retour à l'Europe*» est l'un des principaux slogans des «révolutions» pacifiques qui se succèdent après l'effondrement du mur de Berlin, en 1989. Alors que les régimes communistes, totalement délégitimés, tombent les uns après les autres pratiquement sans coup férir, les populations rêvent déjà de retrouver leurs cousins occidentaux dont ils furent injustement séparés. A l'Ouest, en voyant sur leur télé ces foules applaudissant la liberté retrouvée, les opinions s'émeuvent. De part et d'autre, la réunification du continent paraît une évidence, et même un objectif facile à atteindre.

Les populations des nouvelles démocraties de l'Est sont les premières à déchanter. Persuadées qu'elles allaient être accueillies à bras ouverts, elles réalisent que le processus ne sera pas si simple, et qu'en face, l'enthousiasme des débuts a fait place à l'indifférence, voire à une certaine méfiance. Il faut dire que ces postulants qui frappent aux portes de l'Europe sont pauvres. Derrière les gigantesques combinats et autres sovkhoses (fermes d'Etat), les technologies sont obsolètes, la productivité du travail est faible et les produits de consommation courante sont franchement dépassés. Ces nouveaux venus s'annoncent comme un fardeau.

Critères drastiques. Après avoir donné un feu vert de principe à l'élargissement, les Quinze fixent les règles du jeu aux candidats. Les «critères», à l'aune desquels les progrès de leur transition vont être évalués, sont drastiques. Ils doivent devenir des démocraties viables, avec des institutions – Parlement, justice, administration... qui fonctionnent. On attend aussi d'eux qu'ils mettent en place des économies de marché, au prix de restructurations et de faillites en chaîne. Enfin, ils doivent adapter leur législation au fameux «*acquis communautaire*», ce qui suppose l'adoption de milliers de lois. Pour les aider, Bruxelles dépêche des armées d'experts et propose des programmes de financement.

Désormais, des deux côtés, l'heure est au réalisme. Les Quinze mesurent le poids que vont représenter ces membres qui, au moment de leur adhésion, resteront plus pauvres que l'Espagne ou le Portugal lors de leur entrée. Certains commencent à redouter le coût de cet élargissement et la perspective de devoir partager les mannes des subventions communautaires. En face, les candidats dénoncent les «*égoïsmes*» des Quinze et s'estiment durement traités. Jusque-là, ils avaient tendance à considérer leur entrée comme un dû, un acte de justice historique qui les aurait dédommagés des malchances dont ils ont été victimes.

Approche comptable. Un malentendu s'est ainsi progressivement instauré. En privilégiant une approche comptable dans les négociations d'adhésion, les Quinze ont fait l'impasse sur le projet politique européen, entretenant ainsi la vision utilitaire de l'UE répandue parmi les candidats. Touchant au but, les ex-«démocraties populaires» ne boudent toutefois pas leur bonheur. Fortes du succès de leurs transitions, personne ne peut leur contester qu'elles ont gagné leur place en Europe.